



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie
Direction des Etudes

CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA AU MOIS DE JUILLET 2006



SOMMAIRE

APERÇU GENERAL.....	3
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	4
II - CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UNION.....	5
II - 1 Activité agricole.....	5
II - 2 Activités industrielle et commerciale.....	5
II - 3 Prix à la consommation.....	7
II - 4 Finances publiques.....	8
II - 5 Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	9
II - 5 - 1 Situation monétaire.....	9
II - 5 - 2 Opérations sur le marché interbancaire.....	12
II - 6 Evolution du marché financier régional.....	13
II - 7 Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures	14
LISTE DES ANNEXES.....	15

APERÇU GENERAL

L'environnement économique international est marqué, au cours du mois de juillet 2006, par un ralentissement de l'activité économique dans les pays industrialisés. Au plan de la politique monétaire, la plupart des banques centrales des principaux pays industrialisés ont laissé inchangés leurs taux directeurs dans un contexte caractérisé par une décélération de l'inflation.

L'activité économique au sein de l'Union a été soutenue par la bonne orientation de la production industrielle et du commerce, dont les indices sont ressortis en hausse, en glissement annuel, sur les sept premiers mois de l'année 2006, de 6,2% et 6,6%. Le niveau général des prix a augmenté en rythme mensuel de 0,1% en juillet 2006.

La situation monétaire de l'Union à fin juin 2006, comparée à celle à fin mai 2006, est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, le recul des indices et de la capitalisation amorcé en mai, s'est poursuivi, les indices BRVM 10 et BRVM composite s'étant repliés de 3,7% et 3,0% respectivement au cours du mois de juillet 2006.

Quatre Etats membres de l'Union ont exécuté en juillet 2006 des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali et du Niger. A fin juillet 2006, le montant total des tirages effectués par l'ensemble des Etats auprès du FMI est ressorti à 20,1 milliards de FCFA.

I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique international est caractérisé, au cours du mois de juillet 2006, par un ralentissement de l'activité économique dans la plupart des pays industrialisés.

Aux **Etats-Unis**, la production industrielle a ralenti au mois de juillet, avec une progression de 0,4% après 0,8% en juin. L'indice ISM du secteur manufacturier est ressorti à 54,7 points contre 53,8 points en juin. L'indice ISM du secteur non manufacturier s'est pour sa part établi à 54,8 points en juillet contre 57,0 points en juin. Le taux de chômage a connu une hausse en juillet ressortant à 4,8% contre 4,6% en juin.

Dans la **zone euro**, un léger ralentissement de l'activité a été observé en juillet. En effet, l'indice PMI du secteur manufacturier s'est établi à 57,4 points contre 57,7 points en juin. Celui du secteur des services est ressorti à 57,9 points contre 60,7 points en juin. Le taux de chômage est stable par rapport au mois de juin à 7,8%.

Au **Japon**, la production industrielle a reculé de 0,9% en juillet après la forte hausse de 2,1% enregistrée en juin. L'indice d'activité du secteur tertiaire a également enregistré une baisse en juillet de 0,2% pour le deuxième mois consécutif. Le taux de chômage est ressorti à 4,1% en juillet contre 4,2% en juin.

L'évolution des prix est marquée par une décélération de l'inflation dans les principaux pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à 4,1% en juillet 2006 après 4,3% en juin 2006. En zone euro, l'indice des prix à la consommation harmonisé a progressé de 2,4% en juillet contre 2,5% en juin. Au Japon, le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,3% en juillet 2006 contre 0,5% en juin 2006.

Au plan de la **politique monétaire**, le mois de juillet a été marqué par l'abandon de la politique de taux zéro par la Banque du Japon, rendue possible par la confirmation de la sortie de la déflation. Pour la première fois depuis six ans, la Banque du Japon a décidé de relever, le 14 juillet 2006, de 25 points de base, à 0,25% son objectif de taux au jour le jour. La Banque Centrale Européenne a pour sa part laissé inchangés ses taux directeurs en juillet après le relèvement effectué en juin.

Sur le **marché des changes**, l'euro a progressé contre les principales devises au cours du mois de juillet. La monnaie unique européenne s'est établie en moyenne à 1,2684 dollar en juillet contre 1,2650 dollar en juin 2006, soit une appréciation de 0,3%. Sur la même période, elle s'est raffermie vis-à-vis du yen, ressortant à 148,53 unités en juillet pour un euro contre 146,70 unités en juin 2006. Vis-à-vis de la livre sterling, l'euro s'est apprécié de 0,2%, ressortant à fin juin à 0,6878 livre.

Sur les **marchés financiers**, les performances ont été contrastées suivant les places boursières en juillet. L'indice Eurostoxx 50 des principales valeurs industrielles a progressé de 1,2% durant la période sous revue à 3.691,9 points. Aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones a clôturé le mois de juillet à 11.185,7 points, en légère hausse de 0,3%. En revanche, le Nasdaq composite, indice des valeurs des nouvelles technologies, s'est réplié de 3,7% à 2.091,5 points. L'indice Nikkei a reculé de 0,3% à 15.456,8 points.

Les **cours moyens mensuels des matières premières** exportées par les pays de l'Union ont connu des évolutions contrastées au cours de la période sous revue. Les cours du cacao et du café sont ressortis en hausse de 5,3% et 7,4% respectivement. L'évolution des cours du cacao

est liée à la publication d'informations faisant état d'un déficit de la production mondiale. Les cours du café ont été pour leur part soutenus par la diminution des stocks de robusta et les inquiétudes sur le climat brésilien. Les cotations du coton ont augmenté de 2%. Les cours des oléagineux sont ressortis en hausse sur la période. Ainsi, les cotations de l'huile d'arachide, de l'huile de palme et de l'huile de palmiste ont progressé de 3,0%, 9,7% et 4,0% respectivement. Le cours moyen du caoutchouc a enregistré un léger repli de 0,4%. Les cours du pétrole ont progressé de 5,4%, pour ressortir à 75,6 dollars le baril en moyenne, en liaison avec les tensions géopolitiques autour notamment du dossier nucléaire iranien. Les cours de l'or ont pour leur part progressé de 6,1% soutenus par les tensions au Proche-Orient et le repli du dollar.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UNION

L'activité économique au sein de l'Union est marquée par la bonne orientation de la production industrielle et du commerce. Par ailleurs, les informations disponibles font état d'un bon déroulement de la campagne agricole 2006/2007, en dépit des retards enregistrés dans l'installation de l'hivernage dans certaines régions.

II.1. Activité agricole

Selon les informations publiées par le Centre AGRHYMET¹ à fin juillet 2006, la pluviométrie du mois de juillet est déficitaire par rapport à celle de juillet 2005 et à la normale 1971-2000 dans toutes les régions du Sahel, à l'exception du sud du Burkina et de la région de Mopti au Mali. Les hauteurs pluviométriques cumulées du 1^{er} mai au 31 juillet sont identiques à la normale 1971-2000 au sud du Burkina, au sud et au centre du Mali ainsi qu'au nord du Sénégal et déficientes dans les autres régions du Sahel. Toutefois, les hauteurs de pluies enregistrées en juillet 2006 sont suffisantes pour assurer le bon développement végétatif des cultures.

II.2. Activités industrielle et commerciale

Les indicateurs de conjoncture laissent apparaître une bonne orientation de la production industrielle. L'indice de la production industrielle, calculé par la BCEAO, s'est inscrit en hausse de 6,2% au terme des sept premiers mois de l'année 2006, contre une progression de 3,0% un an auparavant. Cette évolution est liée à la bonne tenue des industries extractives. La production a augmenté au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Guinée-Bissau. En revanche, au Burkina, au Sénégal et au Togo, l'activité est en repli du fait notamment des contre-performances des industries manufacturières.

Par pays, la situation se présente comme suit.

Au **Bénin** la production industrielle est ressortie en hausse de 1,6% sur les sept premiers mois de l'année 2006 par rapport à la période correspondante de l'année 2005. Cette évolution est imputable à la branche manufacturière notamment aux « produits alimentaires et boissons » qui représentent 61,4% de l'indice global, dont la progression s'est établie à 15,0%. En revanche, le recul de 61,4% de la branche textile a limité la hausse de la production manufacturière. La baisse de 3,4% de la production d'électricité, de gaz et d'eau a également atténué la progression de l'indice global.

¹Le Centre régional AGRHYMET (Agro-Hydro-Météorologique), basé à Niamey, est une institution spécialisée du CILSS

Au **Burkina**, l'indice de la production industrielle s'est inscrit en léger retrait de 0,9% sur les sept premiers mois de l'année 2006 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Cette évolution est liée à la baisse de 4,8% de la production des industries manufacturières, imputable notamment au recul de 7,7% de la production des industries agro-alimentaires. La hausse de 6,8% de la branche textile a toutefois atténué le recul de la production manufacturière. La production d'électricité, de gaz et d'eau s'est pour sa part accrue de 22,5%.

En **Côte d'Ivoire**, la production industrielle a enregistré une hausse de 10,6% sur les sept premiers mois de l'année 2006, essentiellement imputable à la forte progression de l'indice des industries extractives. En effet, la production de pétrole et de gaz a presque doublé. En revanche, la branche des industries manufacturières s'est inscrite en retrait de 0,9% en liaison avec le repli de 4,5% de la production des industries agro-alimentaires et de 22,0% de celle des industries textiles, leurs sous-indices s'étant repliés de 4,5% et 22,0% respectivement. La branche « électricité, gaz et eau » a, pour sa part, baissé de 1,7%.

En **Guinée-Bissau**, la production industrielle a enregistré, au terme des sept premiers mois de l'année 2006, une progression de 20,4%, liée à l'accroissement de 25,0% de l'activité des industries manufacturières. Ce secteur a bénéficié de la bonne tenue des industries agro-alimentaires dont la production est ressortie en hausse de 29,9%. En revanche, la branche « électricité, gaz et eau » s'est repliée de 7,4%.

Au **Mali**, la production industrielle a enregistré une forte progression, en glissement annuel, sur les sept premiers mois de l'année 2006, ressortant en hausse de 31,7% par rapport à la période correspondante de 2005. L'activité industrielle est marquée par la bonne tenue de l'ensemble des branches. Les industries manufacturières, extractives et la production d'électricité, de gaz et d'eau sont ressorties en hausse de 48,9%, 23,5% et 6,4% respectivement. La bonne orientation de l'activité dans les industries extractives est liée à l'accroissement de la production des mines d'or. L'évolution des industries manufacturières est notamment imputable aux industries textiles et agro-alimentaires, en augmentation de 61,2% et 20,2% respectivement sur la période.

Au **Niger**, l'indice de la production industrielle s'est accru de 13,2% au cours de la période sous revue comparativement à la période correspondante de l'année 2005. Ce résultat reflète la bonne tenue des branches « industries manufacturières » et « industries extractives », dont les productions sont ressorties en hausse de 15,5% et 22,8% respectivement. L'évolution des industries manufacturières est liée à l'activité dans la branche des « produits alimentaires et boissons », en progression de 84,2%.

Au **Sénégal**, l'indice de la production industrielle a enregistré un recul de 18,1%, en glissement annuel, sur les sept premiers mois de l'année 2006. Ce résultat traduit les baisses de 20,7% et 24,8% observées respectivement dans les branches « industries manufacturières » et « industries extractives ». Les résultats de la branche manufacturière sont liés aux contre-performances des industries agro-alimentaires et chimiques qui sont en retrait de 7,5% et 65,1% respectivement. La baisse de l'activité dans le secteur des industries extractives est imputable aux difficultés des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) qui ont entraîné une forte chute de la production de phosphates.

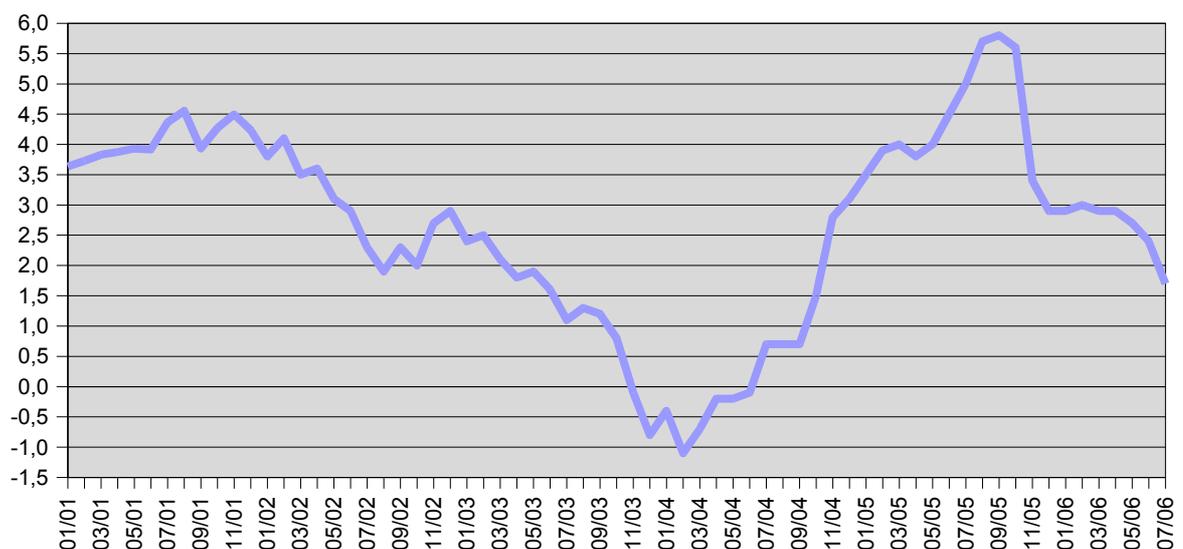
Au **Togo**, l'indice de la production industrielle est ressorti en baisse de 4,0% au terme des sept premiers mois de l'année 2006, comparativement à la même période de 2005. Ce recul est essentiellement lié à l'évolution de la branche « industries extractives » et « électricité, gaz et eau » dont les productions se sont repliées de 8,5% et 13,7% respectivement. La production des industries manufacturières s'est en revanche accrue de 0,9% sur cette période.

Sur les sept premiers mois de 2006, **l'indice du chiffre d'affaires du commerce** a enregistré une hausse de 6,6%, en moyenne. Cette évolution est essentiellement induite par l'accroissement des ventes d'articles d'équipement du logement (19,1%), d'automobiles, de motocycles et pièces détachées (9,8%), de produits de l'alimentation (13,5%), de produits pharmaceutiques et cosmétiques (8,0%) et de produits pétroliers (7,1%). L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail est ressorti en hausse de 36,7% au Niger et 17,9% au Burkina. En Côte d'Ivoire et au Mali, il s'est accru de 4,9% et 15,8% respectivement. En Guinée-Bissau et au Sénégal, des hausses de 1,0% et 4,5% ont été observées. En revanche, l'activité commerciale s'est inscrite en repli de 1,6% au Togo et de 16,4% au Bénin. Ce recul est lié à la baisse des ventes de produits agro-alimentaires au Togo et à celle de produits pétroliers au Bénin, consécutive aux difficultés d'approvisionnement.

II.3. Prix à la consommation

Le niveau général des prix est ressorti en légère hausse, en rythme mensuel, de 0,1% en juillet 2006. Cette évolution résulte du renchérissement saisonnier des produits de la pêche au Sénégal, des légumes au Burkina et au Sénégal, ainsi que des tubercules dans la plupart des pays. Par ailleurs, la hausse du coût des carburants en Guinée-Bissau ainsi que le relèvement du prix du ciment en Côte d'Ivoire, à partir du 19 juin 2006, ont contribué à la progression des prix. Toutefois, l'amélioration de l'offre de produits alimentaires avec les premières récoltes dans les pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire et Togo) a atténué la progression des prix. Une légère baisse des prix des céréales a été observée dans les pays sahéliens, à la suite du démarrage globalement satisfaisant de la campagne agricole 2006/2007.

**UEMOA : Evolution des prix à la consommation
(glissement annuel)**



Le niveau général des prix à la consommation est ressorti en hausse, en variation mensuelle, de 1,5% au **Burkina**, 0,8% en **Guinée-Bissau** et 1,2% au **Sénégal**. L'évolution des prix est liée dans ces pays au renchérissement des produits alimentaires.

En **Côte d'Ivoire** et au **Mali**, le taux d'inflation est ressorti à 0,1% et 0,2% respectivement, en liaison notamment avec la hausse des prix du logement en Côte d'Ivoire et celle des produits alimentaires au Mali.

En revanche, au **Niger** et au **Togo**, le niveau général des prix a baissé de 0,2% et 2,3% respectivement. Au Niger, l'évolution des prix est liée à la décreue des prix du transport et du logement. Au Togo, le repli observé est imputable à la baisse des prix des produits alimentaires.

En glissement annuel, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à 1,7% en juillet 2006 contre 2,4% en juin 2006. Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est situé à fin juin 2006 à 1,5% au Bénin, 2,6% au Burkina, 3,6% en Côte d'Ivoire, 2,7% en Guinée-Bissau, -1,6% au Mali, -2,4% au Niger, 1,2% au Sénégal et -0,7% au Togo.

II.4. Finances publiques

Sur la base des informations disponibles, **l'exécution des opérations financières des Etats** à fin juin 2006 fait ressortir un niveau de déficit supérieur à celui observé à la même période de l'année précédente. En effet, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est établi à 243,7 milliards contre 153,7 milliards, un an plus tôt. Les recettes totales se sont accrues de 9,5%, en relation essentiellement avec l'évolution des recettes fiscales. Les dépenses en capital se sont inscrites en hausse de 16,8%, tandis que les dépenses courantes ont augmenté de 10,2% par rapport à leur niveau de l'année précédente. Par pays, elle se présente comme ci-après :

Au **Bénin**, le solde budgétaire global, base engagements, hors dons, est ressorti excédentaire de 13,7 milliards à fin juin 2006 contre un déficit de 7,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte d'une hausse de 12,4% des recettes totales et d'une contraction des dépenses, en particulier les dépenses courantes. Pour leur part, les dépenses en capital ont progressé de 16,9%.

Au **Burkina**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est accentué, s'élevant à 150,7 milliards à fin juin 2006, contre 124,7 milliards un an auparavant, en relation avec l'accroissement des dépenses. Les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 12,5%, du fait notamment de la hausse des subventions au secteur de l'énergie, de la revalorisation des salaires et de l'incidence des recrutements dans la Fonction Publique, principalement dans les secteurs sociaux. La hausse des dépenses en capital (+15,0%) est due à l'accélération du rythme d'exécution des projets d'investissement financés sur ressources extérieures. Pour leur part, les recettes totales se sont accrues de 9,8%.

En **Côte d'Ivoire**, le solde global, base engagements, hors dons, est ressorti excédentaire de 94,9 milliards à fin juin 2006 contre 70,0 milliards à la même période de l'année précédente. Cette amélioration résulte d'un accroissement des recettes totales plus important que celui des dépenses et prêts nets. La hausse des dépenses courantes a été limitée à 4,0%. Quant aux dépenses en capital, elles demeurent relativement faibles, en liaison avec les contraintes financières auxquelles le pays est confronté en l'absence d'appui financier extérieur.

En **Guinée-Bissau**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est détérioré pour ressortir à 18,5 milliards à fin juin 2006 contre 2,2 milliards un an auparavant, en liaison avec la hausse des dépenses et prêts nets, dans un contexte de baisse des recettes totales.

Au **Mali**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est élevé à 48,9 milliards à fin 2006, soit une détérioration de 3,4 milliards par rapport au solde enregistré à la même période de l'année précédente. Le niveau d'exécution des dépenses courantes est demeuré quasi-stable d'une année à l'autre, tandis que les dépenses en capital se sont inscrites en hausse de 18,0%. Les recettes budgétaires sont, pour leur part, en progression de 4,0% par rapport aux réalisations à la même période de l'année précédente.

Au **Niger**, l'évolution des finances publiques est marquée par une réduction du déficit global, base engagements, hors dons, par rapport à celui atteint en juin 2005. En effet, celui-ci est ressorti à 55,5 milliards à fin juin 2006 contre 59,5 milliards une année plus tôt. Cette évolution est consécutive à l'augmentation de 22,1% des recettes fiscales, en rapport avec le renforcement des capacités de l'administration fiscale et la réduction du champ des exonérations. Les dépenses totales et prêts nets sont ressortis en hausse de 10,4%, résultant de la progression de 10,9% des dépenses en capital et de 9,8% des dépenses courantes.

Au **Sénégal**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 58,0 milliards à fin juin 2006 contre un excédent de 16,7 milliards à fin juin 2005. Cette détérioration, observée malgré la hausse de 9,8% des recettes budgétaires, est imputable pour l'essentiel à l'accroissement de 29,5% des dépenses courantes. L'évolution des dépenses courantes s'explique essentiellement par le soutien financier de l'Etat à la filière arachidière et à certaines entreprises publiques opérant dans le secteur de l'énergie, du fait du renchérissement des produits pétroliers. Les dépenses en capital sont, pour leur part, ressorties à 138,4 milliards, en baisse de 4,5 milliards.

Au **Togo**, le solde global des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire de 20,5 milliards à fin juin 2006 contre 0,9 milliard à fin juin 2005. Cette évolution résulte d'une hausse de 16,6% des recettes totales, conjuguée à un accroissement de 41,4% des dépenses et prêts nets. La progression des dépenses a concerné à la fois les dépenses en capital et les dépenses courantes.

II.5. Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire

II.5.1. Situation monétaire

Selon les informations disponibles, la situation monétaire de l'Union à fin juin 2006, comparée à celle à fin mai 2006, est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions suivantes ont été constatées.

Au **Bénin**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 420,9 milliards à fin juin 2006 soit sensiblement le même niveau qu'au mois de mai 2006 où ils étaient ressortis à 420,7 milliards. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 52,0 milliards ou 14,1%.

L'encours *du crédit intérieur* a diminué de 8,6 milliards ou 3,5%, pour se situer à 237,7 milliards à fin juin 2006 contre 246,3 milliards un mois auparavant. La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 12,6 milliards ou 10,6% passant à -132,0 milliards contre -119,4 milliards, le mois précédent. Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 4,0 milliards ou 1,1%, en ressortant à 369,7 milliards en juin 2006 contre 365,7 milliards un mois plus tôt. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 37,8 milliards ou 11,4%.

La masse monétaire a enregistré une augmentation de 9,5 milliards ou 1,5%, pour se situer à 638,3 milliards en juin 2006. En glissement annuel, elle a augmenté de 63,6 milliards ou 11,1%.

Au **Burkina**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 227,2 milliards en juin 2006, en hausse de 8,3 milliards par rapport aux réalisations du mois précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de 7,8 milliards des avoirs de la Banque Centrale. D'une année à l'autre, la position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie en baisse de 8,8 milliards ou 4,0%.

L'encours du crédit intérieur s'est situé à 476,5 milliards en juin 2006 contre 482,2 milliards à fin mai 2006, soit une baisse de 5,7 milliards ou 1,2%. Cette évolution traduit l'amélioration de 1,5 milliard de la Position Nette du Gouvernement et la baisse de 4,2 milliards ou 0,8% des crédits à l'économie. Cependant, en glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 76,1 milliards ou 17,8%.

La liquidité globale s'est établie à 646,9 milliards en juin 2006 contre 644,9 milliards en mai 2006, marquant ainsi une augmentation de 2,0 milliards. En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré une hausse de 11,5 milliards ou 1,8%.

En **Côte d'Ivoire**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont situés à 773,1 milliards en juin 2006 contre 811,3 milliards le mois précédent, soit une baisse de 38,2 milliards, imputable respectivement à celles de 28,8 milliards de la position extérieure nette de la Banque Centrale et de 9,4 milliards des avoirs des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 1.475,0 milliards en juin 2006 contre 1.435,9 milliards en mai 2006, soit une hausse de 39,1 milliards, en liaison avec la détérioration de 20,3 milliards de la Position Nette du Gouvernement et la hausse de 18,8 milliards des crédits à l'économie. L'augmentation des crédits à l'économie est imputable à celle des crédits de court terme qui ont enregistré, d'un mois à l'autre, une hausse de 23,7 milliards. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 3,7 milliards ou 0,3%.

La masse monétaire, en hausse de 0,6 milliard, s'est fixée à 2.047,9 milliards à fin juin 2006. Par rapport à juin 2005, la liquidité globale a enregistré une hausse de 8,2%.

En **Guinée-Bissau**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 42,5 milliards à fin juin 2006 contre 39,8 milliards à fin mai 2006, soit une hausse de 2,7 milliards liée à celle de 3,9 milliards des avoirs des banques, dont l'impact a été atténué par la baisse de 1,2 milliards de ceux de la Banque Centrale. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 6,5 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est situé à 16,7 milliards en juin 2006 contre 17,4 milliards le mois précédent, soit une baisse de 0,7 milliard, liée essentiellement à l'amélioration de 1,4

milliard de la Position Nette du Gouvernement et à la hausse de 0,7 milliard des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont augmenté de 3,2%.

La masse monétaire s'est établie à 54,9 milliards au cours de la période sous revue contre 53,6 milliards en mai 2006, soit une hausse de 1,3 milliard ou 2,4%. En glissement annuel, elle s'est repliée de 3,7 milliards ou 6,3%.

Au **Mali**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires sont en hausse de 27,9 milliards pour s'établir à 492,4 milliards contre 464,5 milliards à fin mai 2006. Cette augmentation est essentiellement liée à celle de 26,5 milliards des avoirs de la Banque Centrale. En glissement annuel, la position extérieure nette des institutions monétaires a augmenté de 110,0 milliards.

L'encours *du crédit intérieur* est ressorti à 375,5 milliards à fin juin 2006 contre 397,0 milliards le mois précédent, soit une baisse de 21,5 milliards, en liaison avec l'amélioration de 24,2 milliards de la Position Nette du Gouvernement. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 23,6 milliards ou 4,8%.

La masse monétaire, en hausse de 0,9 milliard, s'est établie à 804,0 milliards à fin juin 2006 contre 803,1 milliards en mai 2006. Par rapport à juin 2005, la liquidité globale a augmenté de 33,0 milliards ou 4,3%.

Au **Niger**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires sont ressortis à 122,6 milliards à fin juin 2006 contre 114,2 milliards à fin mai 2006, soit une hausse de 8,4 milliards, en liaison avec celle de 11,5 milliards des avoirs de la Banque Centrale, dont l'impact a été atténué par la baisse de 3,1 milliards de ceux des banques. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 83,9 milliards.

L'encours *du crédit intérieur* s'est situé à 168,5 milliards en juin 2006 contre 170,6 milliards en mai 2006, soit une diminution de 2,1 milliards ou 1,2%. La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 0,1 milliard. Les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 2,0 milliards en se situant à 145,0 milliards. Par rapport à juin 2005, les crédits à l'économie se sont accrus de 33,8 milliards ou 30,4%.

La masse monétaire s'est établie à 277,1 milliards en juin 2006 contre 269,4 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 7,7 milliards ou 2,9%. En glissement annuel, la liquidité globale a enregistré une hausse de 49,6 milliards ou 21,8%.

Au **Sénégal**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 729,1 milliards en juin 2006, en hausse de 26,0 milliards par rapport à leur niveau de 703,1 milliards en mai 2006. Cette évolution est liée à l'augmentation de 15,4 milliards des avoirs de la Banque Centrale et de 10,6 milliards de la position extérieure nette des banques. Sur une base annuelle, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré un recul de 9,3 milliards.

L'encours *du crédit intérieur* s'est établi à 994,6 milliards à fin juin 2006 contre 989,6 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 5,0 milliards ou 0,5%, à la suite de l'amélioration de 11,0 milliards de la Position Nette du Gouvernement et de la hausse de 16,0 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, l'encours des crédits à l'économie est en hausse de 165,3 milliards ou 17,9%.

La masse monétaire s'est inscrite à 1.591,7 milliards en juin 2006 contre 1.566,2 milliards à fin mai 2006, soit une augmentation de 25,5 milliards. Comparée à la même période de l'année précédente, la liquidité globale s'est accrue de 103,6 milliards ou 7,0%.

Au **Togo**, la *position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 194,3 milliards à fin juin 2006 contre 180,8 milliards à fin mai 2006, soit une hausse de 13,5 milliards, en raison essentiellement de l'augmentation de 17,7 milliards des avoirs de la Banque Centrale dont l'impact a été atténué par la baisse de 4,2 milliards de ceux des banques. D'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 58,5 milliards ou 43,1%.

L'encours du crédit intérieur s'est fixé à 169,2 milliards à fin juin 2006 contre 163,3 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 5,9 milliards ou 3,6%, en liaison avec l'amélioration de 1,8 milliard de la Position Nette du Gouvernement et l'augmentation de 7,7 milliards des crédits à l'économie. Par rapport à fin juin 2005, les crédits à l'économie se sont inscrits en baisse de 13,3 milliards ou 7,4%.

La masse monétaire a enregistré une baisse de 14,8 milliards ou 4,6%, en ressortant à 339,0 milliards à fin juin 2006 contre 324,2 milliards un mois plus tôt. En glissement annuel, la masse monétaire s'est accrue de 40,5 milliards ou 13,6%.

II.5.2. Opérations sur le marché interbancaire

L'activité sur le marché interbancaire de l'Union a été légèrement plus soutenue au mois de juillet 2006 comparativement au mois précédent. Le volume moyen hebdomadaire des opérations est ressorti à 28,9 milliards contre 27,9 milliards en juin 2006. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période s'est fixé à 82,2 milliards contre 82,8 milliards le mois précédent. Au mois de juillet 2005, l'encours moyen des prêts interbancaires était de 44,0 milliards.

Le volume moyen hebdomadaire des prêts à **un jour** a augmenté passant de 0,3 milliards en juin 2006 à 1,7 milliard en juillet, avec un taux moyen pondéré de 4,45% contre 5,00% en juin 2006. Un an auparavant, des transactions d'un montant de 3,2 milliards avaient été observées sur ce compartiment avec un taux de 3,86%. Sur le compartiment à **une semaine**, le volume moyen des transactions a diminué, ressortant à 12,8 milliards en juillet avec un taux moyen de 4,45% contre 15,1 milliards en juin avec un taux moyen de 4,33%. En juillet 2005, le taux moyen pondéré sur ce compartiment était de 3,28%. Sur celui à **deux semaines**, le volume moyen hebdomadaire des prêts s'est replié d'un mois à l'autre, passant de 5,6 milliards en juin 2006 à 4,8 milliards en juillet 2006, le taux moyen pondéré évoluant de 4,86% en juin à 5,04% en juillet. Un an auparavant, des transactions d'un montant de 2,9 milliards avaient été effectuées sur ce compartiment avec un taux moyen de 3,79%. D'un mois à l'autre, le volume des prêts interbancaires à **un mois** est passé de 5,6 milliards à 5,8 milliards, avec un taux moyen pondéré de 5,07%. Des transactions d'un montant hebdomadaire moyen de 2,6 milliards ont été effectuées sur le compartiment à **trois mois**, avec un taux moyen pondéré de 4,86% contre un volume de 0,8 milliard avec un taux de 5,63% un mois plus tôt. Sur le compartiment à **six mois**, le volume moyen hebdomadaire des transactions est ressorti à 750 millions contre 300 millions un mois tôt. Les taux sont passés de 5,25% en juin à 5,50% en juillet. Le volume moyen des transactions sur le compartiment à neuf mois s'est établi à 250 millions en juillet 2006 contre 140 millions en juin 2006. Le taux moyen pondéré est stable d'un mois à l'autre à 5,00%.

II.6. Évolution du marché financier régional

L'activité sur le marché financier régional a été marquée au mois de juillet 2006 par la poursuite du repli amorcé en mai 2006, après huit mois consécutifs de hausse. Les indices *BRVM₁₀* et *BRVM composite* se sont situés à 179,31 points et 128,83 points, en repli de 3,7% et de 3,0% d'un mois à l'autre. En glissement annuel, les indices *BRVM₁₀* et *BRVM composite* ont enregistré des hausses respectives de 48,3% et 35,5%. Par rapport à la date de démarrage des activités de la bourse, les indices *BRVM₁₀* et *BRVM composite* sont en hausse de 79,3% et de 28,8%.

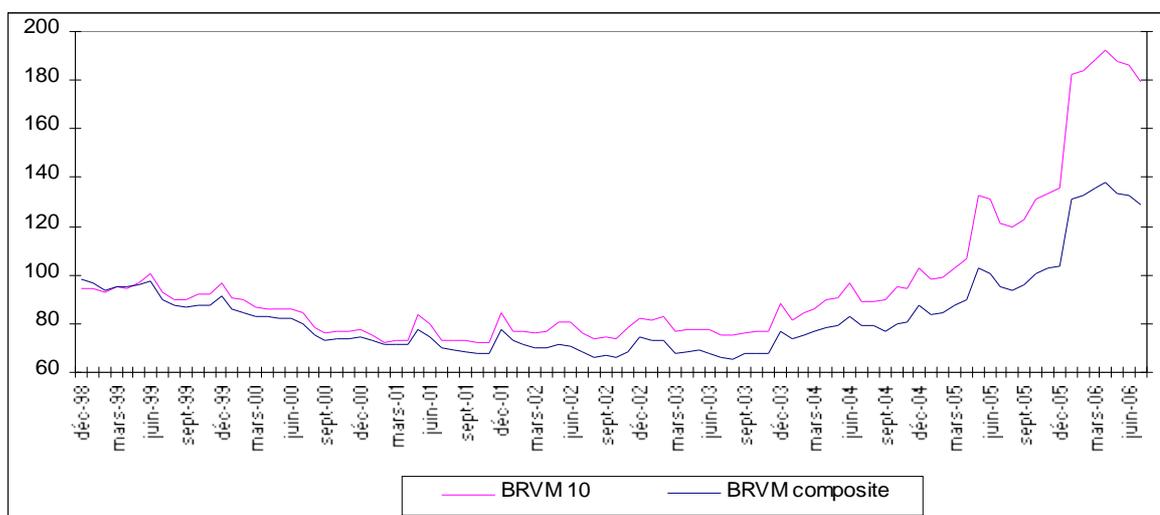
Sur le marché des actions, trente et une sociétés sur les trente-neuf inscrites ont fait l'objet de cotation en juillet 2006. Le volume des titres échangés a baissé d'un mois à l'autre, passant de 159.377 actions en juin à 48.261 actions en juillet 2006. La baisse ainsi constatée traduit un retour à une tendance normale après les transactions sur dossier notées le 20 juin 2006, concernant 105.000 actions de la *Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)* pour un montant de 1,13 milliard. Les titres *SONATEL SN*, *SAPH CI* et *FILTISAC CI*, avec respectivement 20.622 actions, 8.324 actions et 7.262 actions échangées, ont été les plus actifs au cours de la période sous revue.

Le paiement des intérêts annuels sur les emprunts obligataires du Trésor public de Côte d'Ivoire ainsi que de l'Etat du Sénégal ont été les principaux faits marquants **sur le compartiment obligataire**. Huit des dix-neuf lignes cotées ont été actives contre treize le mois précédent, avec un volume des échanges en forte baisse, passant de 7.539 obligations en juin à 1.678 obligations en juillet 2006.

La capitalisation totale du marché est ressortie en repli de 2,6% à 1.775,4 milliards. **La capitalisation du marché des actions** a enregistré une baisse de 3,0%, en liaison avec le recul des cours des principaux titres cotés. Les baisses les plus importantes ont concerné les sociétés *SMB CI* (-15%), *SGB CI* (-13,2%) et *SDV CI* (-10,7%). En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions a progressé de 35,5%.

La capitalisation du marché obligataire est ressortie en baisse de 0,3% à 292,4 milliards d'un mois à l'autre. En glissement annuel, elle est en hausse de 46,9%.

Graphique 4 : Evolution des indices du marché



II.7. Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures

Quatre Etats membres de l'Union ont exécuté en juin 2006 des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali et du Niger. A fin juillet 2006, le montant total des tirages effectués par l'ensemble des Etats auprès du FMI est ressorti à 20,1 milliards de FCFA.



LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE I (suite) - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE II - production des principales cultures vivrières

ANNEXE III - production des cultures d'exportation

ANNEXE IV - productions minières

ANNEXE V - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

ANNEXE VI - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

ANNEXE VII – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

ANNEXE VII (suite) – situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)
